

Il n'y a plus de frontières

La globalisation est venue supprimer les frontières, incapables de s'opposer aux flux et aux réseaux. Les enjeux territoriaux sont devenus mineurs. Le temps et les distances ont été spectaculairement réduits – pour les chefs d'États comme pour les simples citoyens – par le téléphone ou Internet ; le contact entre personnes éloignées de milliers de kilomètres peut être immédiat. Des flux financiers énormes traversent la planète en une seconde sans être arrêtés par une seule barrière physique.

La globalisation est souvent présentée comme ayant mis fin aux logiques territoriales et ayant permis l'effacement des frontières. Bien sûr, les distances ont été raccourcies par le développement des communications, et réaliser le tour du monde en quatre-vingts jours n'est plus un exploit comme à l'époque de Jules Verne. Plus aucun État ne peut vivre en autarcie – même la Corée du Nord entretient des relations avec d'autres pays. Pourtant, il est difficile de parler de fin des frontières.

Si se déplacer du Nord au Sud de la planète (de façon individuelle pour des raisons professionnelles ou de façon massive pour des raisons touristiques) est chose de plus en



plus simple et abordable financièrement, migrer pour des raisons économiques du Sud au Nord devient de plus en plus malaisé. Face aux facilités de transport, les États opposent des politiques restrictives de visas qui n'existaient pas au XIX^e siècle. Lorsque ce n'est pas suffisant pour décourager les migrants, la tentation est grande pour les États de construire des murs, comme le font les États-Unis à la frontière mexicaine ou l'Espagne pour protéger ses enclaves de Ceuta et Melilla, passages du Maroc à l'Union européenne.

La délimitation des territoires reste encore la raison principale de la plupart des conflits.

La guerre du Golfe de 1990-1991 a, quant à elle, été causée par l'annexion du Koweït par l'Irak, et celle de 2003 par la volonté américaine de remodeler la carte du Proche-Orient. De nombreux conflits territoriaux non résolus sont la source de tensions interétatiques (entre l'Inde et le Pakistan, la Chine et le Japon ou les deux Corées, par exemple). Le conflit israélo-palestinien n'est pas religieux (les Israéliens ne veulent pas convertir les Palestiniens au judaïsme, et ceux-ci ne veulent pas convertir les Israéliens à l'islam ou au christianisme) mais porte bien sur le partage (ou non) des territoires, y compris la ville de Jérusalem. Quant à la menace terroriste actuelle, elle est certes délocalisée, mais les cibles éventuelles sont situées sur le territoire d'États, et c'est à ces États que revient la responsabilité d'organiser leur défense. L'État islamique s'est d'ailleurs doté d'une assise territoriale large, qu'une coalition internationale est en voie de reconquérir.

Ainsi, frontières, territoires et États sont toujours aussi pertinents pour comprendre les relations internationales au XXI^e siècle.